



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR  
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERBAT/BRRT

Affaire suivie par :  
Catherine COQUAN  
Tél: 02 37 20 41 22  
email : ddt-serbat-brrt@eure-et-loir.gouv.fr

**Arrêté n° 2016DDT28-BRRT-161109-01**

**Arrêté portant modification d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière**

**LE PREFET D'EURE-et-LOIR,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de la route, notamment ses articles L.213-1, R.213-1 et R.213-2 ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 relatif à l'exploitation des établissements d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 2001 créant un registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Sylvain REVERCHON, Directeur Départemental des Territoires ;

Vu la décision de Monsieur Sylvain REVERCHON en date du 13 octobre 2016 portant subdélégation de signature ;

Vu l'arrêté portant renouvellement d'agrément d'un établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules terrestres à moteur et de la sécurité routière dénommé «AUTO-ECOLE PATRICK» sis à CHARTRES ;

Vu les documents transmis par l'établissement d'enseignement "AUTO-ECOLE PATRICK" en vue obtenir l'extension de son agrément pour le permis à 1 euro ;

Sur proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires de l'Eure-et-Loir,

## A R R E T E

**Article 1er** – L'agrément n° E 08 028 0328 0 est étendu au permis à 1 euro.

**Article 2** – L'établissement «AUTO-ECOLE PATRICK» sis 61 rue du Grand Faubourg à CHARTRES est agréé pour :

- l'apprentissage anticipé de la conduite (A.A.C.)
- l'apprentissage traditionnel de la conduite des véhicules de la catégories B
- le permis à 1 euro

pour une durée dont le renouvellement est fixé par l'arrêté d'origine, à l'initiative du bénéficiaire, dans les délais et sous la forme prescrits par les textes.

**Article 3**– Le présent agrément n'est valable que pour l'exploitation d'un établissement, à titre personnel par son titulaire, sous réserve de l'application des prescriptions de l'arrêté du 8 janvier 2001 susvisé .

**Article 4** – Le présent agrément et toute décision affectant sa validité seront enregistrés dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la Direction Départementale des Territoires d'Eure et Loir (service SERBAT/BRRT) 17, place de la république CS 40517 - 28008 - CHARTRES Cedex

**Article 5** – Le Directeur Départemental des Territoires d'Eure-et-Loir est chargé de l'exécution du présent arrêté dont mention sera insérée au recueil des actes administratifs.

Une copie de cet arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet d'Eure et Loir
- DDCSPP d'Eure et Loir
- DIRECCTE d'Eure et Loir
- DDFIP
- M. le Maire de CHARTRES

Fait à CHARTRES, le 9 novembre 2016

Le Préfet

Par délégation, le Directeur Départemental des Territoires

Par délégation, le Responsable du B.R.R.T.

  
William CROSNIER

Délais et voies de recours, en application de la loi n°2000-321 et de l'article R421-1 du code de justice administrative :

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, place de la République 28019 CHARTRES cedex ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;
- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif 28, rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS cedex 1

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.